

**THE  
LANDMARK  
PROJECT**  
MOVING TOWARDS  
SOCIALY RESPONSIBLE  
PROCUREMENT



## Conférence de clôture à Brême- Compte-rendu - Brême, 27.03.2014

### Landmark pour toujours?

*Ce compte-rendu a été rédigé par Laurence Cesbron du "Réseau Grand Ouest - commande publique et développement durable" et est basé sur le [compte-rendu de la conférence](#) rédigé initialement par ICLEI.*



### **Rappel du contexte : The Landmark project : Le projet Phare - Vers des marchés publics socialement responsables**

Landmark est un projet international co-financé par l'Union européenne (programme acteurs non étatiques et autorités locales, gérées par EuropeAid).

Il a été développé sur la base d'un partenariat entre sept organisations européennes (comprenant des villes, collectivités locales, organisations nationales et internationales d'experts) sur une période de trois ans (avril 2011 - mars 2014).

LANDMARK concentre son action sur l'étude et la promotion de la responsabilité sociale tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

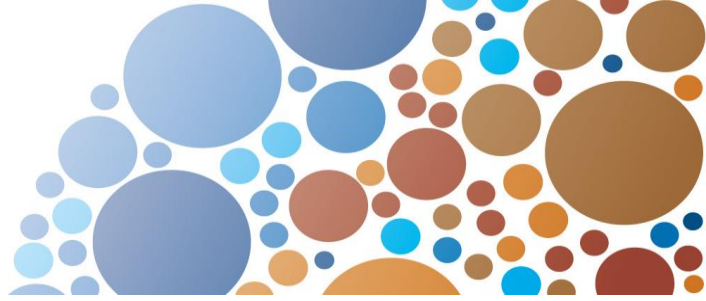
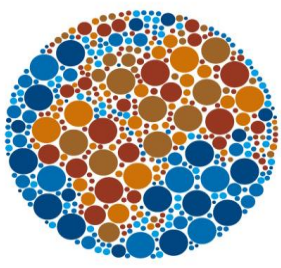
Une guide juridique sur comment vérifier les S.R.P.P. (Socially Responsible Public Procurement) et une guide rassemblant les bonnes pratiques sont maintenant disponibles en 7 langues. [Télécharger le guide S.R.P.P.](#)

Avec plus de 140 participants de plus de 20 pays, la conférence de clôture du projet Landmark « vers une commande publique socialement responsable » a été un vrai succès. La conférence a favorisé un dialogue entre les participants de plusieurs domaines d'activités de la société (sciences, acheteurs publics, O.N.G. et fournisseurs) et de mettre en lumière le succès de 3 années de collaboration. La conférence a été organisée en collaboration avec le projet "Coton sur les marchés de commerce équitable" et a été d'ailleurs l'occasion de remettre les prix de la commande publique de coton équitable.



### **Mot d'accueil, introduction et table ronde**

Hans-Henning Lühr, Conseiller municipal de la Ville de Brême, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, a ouvert la conférence en gratifiant la collaboration exemplaire des acheteurs publics avec les O.N.G. Impensable il y a dix ans. La Ville de Brême a toujours dû faire face à des contraintes financières, la Ville a souhaité s'engager pour la durabilité, la protection des ressources, les conditions de travail responsables, cette démarche a été



engagée également dans un souci d'optimisation des achats publics. Les acheteurs doivent avoir cette conscience, la mise en réseau est importante c'est un véritable enjeu, parfois le manque de connaissance est un frein. Il faut une stratégie. La Ville a été soutenue par les O.N.G. Les fleurs achetées par la Ville sont désormais biologiques, le contrôle des fournisseurs est un point important. Ils aimeraient pouvoir mettre en avant les fournisseurs écologiques.

Philip Tepper, Coordinateur du projet, ([lien de la présentation, pdf en anglais](#)), a tenu à saluer dans son introduction le courage de se lancer dans la commande publique socialement responsable et les prises de risques qui y sont liés – particulièrement en ces temps de situation budgétaires difficiles. Dans ce contexte, il a mis l'accent tout particulièrement sur les mesures de sensibilisation du projet Landmark sur la commande publique socialement responsable. Il rappelle l'existence des guides, trois à ce jour disponibles [en cliquant sur le lien suivant](#), un guide juridique, un guide de retour d'expérience et un dernier sur les retours d'expériences réussis (appels d'offre sur la pierre, le textile, ...).

L'objectif principal est de contribuer à une amélioration des conditions de travail, lutter contre le travail des enfants, de limiter les impacts des substances chimiques utilisées, et d'améliorer principalement les conditions de travail dans les usines de textile.

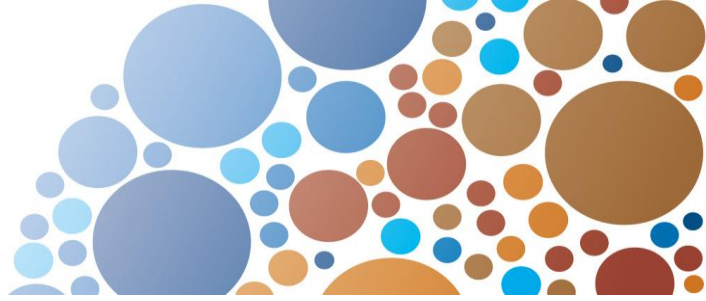
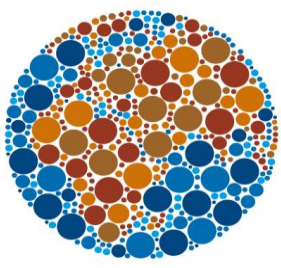
Quels sont les moyens d'auditer ? Comment garantir que les salariés obtiennent un salaire décent, que les règles du travail sont appliquées, les labels ? Et comment faire quand il n'y a pas de label ? Autant de questions que l'acheteur peut se poser.

Il est important de travailler avec les fournisseurs, il faut de la transparence dans l'évaluation. Landmark arrive au terme de son travail mais I.C.L.E.I. va poursuivre cette réflexion.

Dr. Kirsten Wiese, Collaboratrice de la Sénatrice des finances à Brême et Cheffe du projet Landmark à Brême ([lien de la présentation, pdf en anglais](#)) a présenté son approche réussie en matière de commande publique socialement responsable. Des documents juridiques et éthiques ont été rédigés, un dialogue a été entamé avec les fournisseurs et un réseau a été établi avec les fournisseurs. Ils ont travaillé sur une consolidation budgétaire et ont établi un catalogue de critères écologiques et responsables. **Une Loi a été rédigée sur les normes d'approvisionnement respectant le travail humain.** Il a fallu changer les habitudes. Depuis 2011, aucun acheteur public de la Ville de Brême ne peut acheter des produits non conformes aux lois de l'O.I.T. De nouvelles réglementations ont été rédigées, des vérifications par les labels sont prises en compte, si un fournisseur n'a pas le label, il peut néanmoins fournir une déclaration autonome.

Le projet Landmark a facilité l'introduction de ces normes, l'échange d'informations sur les critères avec les fournisseurs a été très important, les appels d'offre ont été rédigés différemment. Il a été expliqué en détail comment Landmark a influencé le marché, un appel d'offre de 70 millions d'€ a été lancé en groupement avec d'autres Länder pour de l'électronique toujours avec le respect des règles de l'O.I.T. D'autres projets ont été lancés, dont un pilote sur des vêtements de travail.

Les contrôles et les audits sont cependant essentiels. Tous les produits ne peuvent pas être concernés.



Un marché public écologique, éthique et durable est possible même en temps de crise, il faut une prise de conscience. Les structures doivent être contrôlées et le travail avec toutes les organisations impliquées est fondamental.



## Table ronde

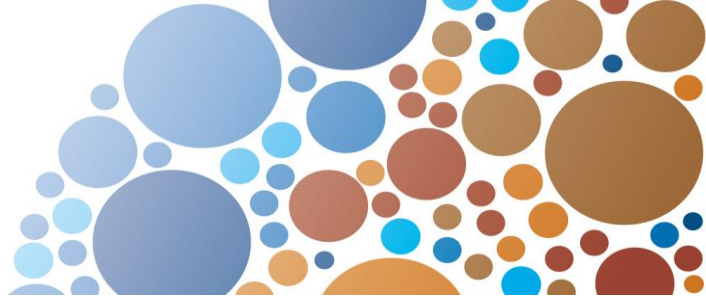
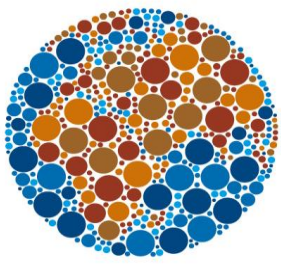
- Anna Lipkin (Groupe de travail européen sur l'éthique des marchés publics)
- Matthias Goost (Directeur Général, Bierbaum-Proenen Textiles, Germany)
- Carsten Schulz (Dirigeant de la Centrale d'achat public, Immobilier Bremen)
- Jim Cranshaw (People & Planet)
- Solobamady Keita, (Secrétaire de l'union nationale des sociétés coopératives de coton, Producteur, Mali)

L'animatrice, Liz Kistner, a animé une table ronde mettant en lumière la rencontre des exigences futures en matière de commande publique socialement responsable. Les contributions d'**Anna Lipkin, Matthias Goost, Carsten Schulz, Jim Cranshaw et Solobamady Keita** ont offert un aperçu varié des efforts réalisés dans la mise en œuvre d'une commande publique plus durable. Les questions critiques du public ont contribué à de riches discussions.

**Matthias Goost** a présenté son entreprise comme étant la première en Allemagne à s'affilier à la Fair Wear Foundation \* (FWR). L'objectif ayant été d'améliorer la production et de travailler que des matières produites équitablement. Cela ne fut pas aisé, l'équilibre entre compétitivité mondiale et investissement dans les process de production socialement responsable demandant beaucoup d'efforts aux entreprises. A la question « regrette-t-il d'être entré dans la Fair Wear Foundation il répond « non au contraire ». L'adhésion à la fondation du textile équitable a beaucoup apporté à l'atmosphère de travail dans l'entreprise. Elle a éveillé une sorte de sentiment d'appartenance au sein du personnel, motivé par le fait de contribuer à une bonne cause.

Matthias Goost a ajouté que le secteur privé ne pourra réorienter sa production que pas à pas : "nous ne pouvons pas changer nos pratiques d'achat de 0 à 1 du jour au lendemain" a-t-il répondu au public qui exigeait un engagement plus important du secteur privé. A la question sur ce qu'avait appris la Suède à travers sa collaboration au projet Landmark, Anna Lipkin a souligné l'intérêt croissant de la Suède pour des systèmes de vérification fiables, comme les labels et les certificats ou autres outils appropriés. Carsten Schulz a mis en lumière tout particulièrement les institutionnalisations de la commande publique socialement responsable à Brême comme une conséquence importante du projet Landmark. Désormais les acheteurs publics ont un meilleur statut dans la Ville.

Solobamady Keita a indiqué que la production de coton avait un impact sur de nombreux secteurs, elle fait vivre l'économie du pays. Il est donc important que le coton soit acheté à un bon prix, or depuis quelque temps la demande en coton équitable baisse. Le coton est vendu au prix du coton classique, tout cela a un impact sur les conditions de travail et de vie. Il faut une bonne gouvernance et de la formation. Il note que si les collectivités mettent en avant le critère prix dans leurs marchés, elles n'achèteront pas de coton équitable, celui-ci étant plus cher que le coton non équitable.



Dans l'ensemble, la discussion de la table ronde a souligné la complexité de la commande publique socialement responsable et la pluralité des perspectives et des intérêts à s'impliquer. Sensibiliser, engager un dialogue et rationaliser les attentes apparaissent comme des éléments et des conditions importants pour une transition vers une commande publique socialement responsable. Le projet Landmark semble avoir réussi à développer ces conditions. Les marchés publics sont un levier.



## Contributions

**Enfin deux contributions ont été présentées**, [Dr. Matthias Zieres](#) (Avocat chez Kropp – Haag – Hübinger) ([lien de la présentation, pdf en anglais](#)) a donné un aperçu des nouvelles perspectives offertes par la nouvelle Directive européenne en matière de marchés publics et les possibilités pour les acheteurs d'inscrire dans leur travail la commande publique socialement responsable.

Les Etats membres ont deux ans pour transformer la Directive en droit national. La nouvelle Directive clarifie le recours aux labels. Par rapport aux exigences requises, au cas où l'opérateur n'aurait pas de label (art.43), des critères peuvent être exigés dans toute la chaîne du cycle de vie (art.67), une nouvelle clause comprend les matières premières, ...

Elle vise à permettre un meilleur accès aux marchés publics des P.M.E./P.M.I. avec une des procédures d'appels d'offre facilitées.

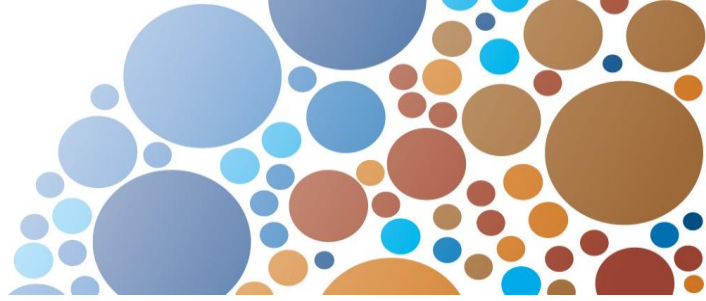
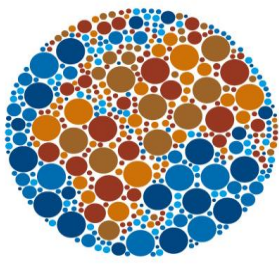
L'Union européenne met l'accent sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (R.S.E.). Cependant, sur ces questions de R.S.E., de conditions de travail en tant que critère de choix, ... il faudra attendre la transposition de la Directive en droit national, ce sujet est en effet sensible, le lien avec l'objet du marché étant toujours requis.

Ensuite [Binay Kumar Choudhury](#) (Chef de Textiles Control Union Certifications, GOTS vérificateur, Navi Mumbai, en Inde) a présenté son retour d'expérience pratique dans le contrôle de la chaîne de production dans la commande publique et les possibilités et les défis qu'elle implique ([lien de la présentation, pdf en anglais](#)).

Il a mis l'accent sur les difficultés de l'audit, les risques sont à la fois chimiques, biologiques, ... Les fibres ayant des origines différentes dans le textile par exemple. Le transport joue un rôle important. L'auditeur doit pouvoir connaître la philosophie de l'entreprise : que deviennent les eaux usées par exemple dans le cas des usines de textile ? Comment sont manipulées les teintures ?...L'auditeur doit se pencher sur la gestion des déchets, les eaux, le travail des enfants pas toujours faciles à apprécier. L'enjeu porte sur l'intégrité de l'auditeur. Quid du salaire minimum ? Le salaire minimum est-il un salaire de vie ? Tout cela est très arbitraire.



## Atelier « comment mettre en œuvre la commande publique socialement responsable »



L'après-midi a été consacré à 4 ateliers simultanés afin de permettre aux personnes présentes de participer activement. Les thèmes ont porté sur des thèmes comme : que pouvons-nous apprendre de l'expérience scandinave dans le contrôle de la chaîne de production dans la commande publique ? Comment les acheteurs publics peuvent gagner en compétence dans l'application des critères sociaux, moyens efficaces pour utiliser les labels, systèmes d'audits et autres méthodes pour des contrôles efficaces, et le pourquoi et comment d'un achat de coton équitable et d'une prise en compte d'une meilleure justice dans la chaîne d'approvisionnement dans la commande publique.

Les ateliers étaient organisés avec deux présentations et un travail de groupe qui a permis aux participants de discuter aussi bien sur les exigences, les défis que sur les approches de solutions possibles sur les thématiques abordées. L'objectif étant de représenter les résultats des discussions par une petite œuvre d'art. Les 4 contributions artistiques ont été présentées ensuite en plénière, montrant clairement que le chemin vers une commande publique responsable peut être « difficile, complexe et même un défi ». Les différentes perspectives, tant locales que mondiales, doivent être rapprochées dans l'objectif d'atteinte de cet objectif commun. Toutefois il a été souligné, qu'il n'est pas nécessaire de repartir à zéro alors que la plupart des conditions pour une commande publique socialement responsable réussie existent déjà et que les différents éléments ont juste à être assemblés.

Cela sera atteignable en engageant un dialogue avec le marché, en partageant les connaissances, en partageant les ressources et en les mettant en œuvre dans la pratique la commande publique socialement responsable.

Il est important de prioriser les critères sociaux (salaires minimum, travail des enfants, problème de l'eau en Inde, etc.).

[Les diaporamas des ateliers sont disponibles en cliquant sur le lien suivant, en anglais](#)



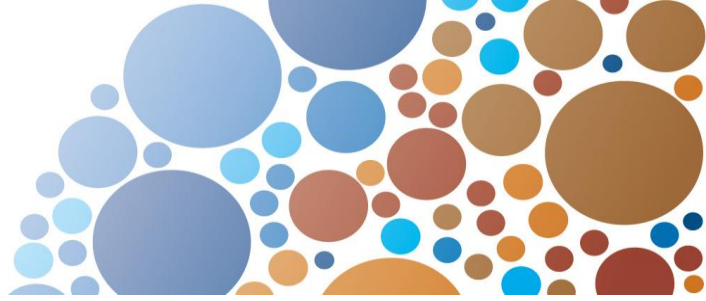
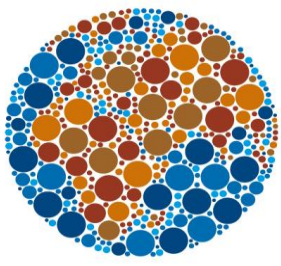
### **Récompense de la commande publique**

La conférence s'est achevée par la remise des prix du coton équitable européen par Elba Estrada qui a récompensé la Ville de Paris, la Poste française, la Ville de Traun en Autriche et la London School of Economics au Royaume-Uni pour leur excellence en matière de commande publique responsable de coton équitable.



### **Conclusions**

Une chose est apparue claire pendant cette conférence : le passage de la commande publique conventionnelle vers une commande publique socialement responsable ne se fera pas en un jour. Il s'agit d'un processus complexe et exigeant qui nécessite un engagement et une collaboration des différents acteurs.



Toutefois, la conférence a stimulé le dialogue et a fait apparaître plusieurs voies pour relever le défi auquel on est confronté quand on est un acheteur public intéressé par un achat durable. Le manque de transparence, les contraintes financières et de temps, le manque de connaissance et de fiabilité dans les mécanismes de contrôle (non existence de labels) exige une collaboration étroite des acteurs impliqués, à savoir les acheteurs publics, les O.N.G., les acteurs du marché et les chercheurs.

La conférence a montré que l'Europe est sur la bonne voie pour relever le défi et pour mettre en œuvre la commande publique socialement responsable.

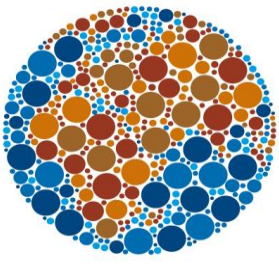
Philipp Tepper, le Coordinateur du projet Landmark, précise clairement que la mise en œuvre de critères environnementaux, sociaux et économiques dans les achats publics, tant à l'échelle locale que mondiale, exige une vision globale et un haut niveau d'expertise. Il encourage une collaboration encore plus étendue et un dialogue pour permettre une transition vers une commande publique socialement responsable.

Le projet Landmark a été un premier pas significatif pour mettre en œuvre cette transition. Le projet a sensibilisé sur la nécessité de ce sujet, il a encouragé le dialogue et permis un partage d'expériences. Chaque participant a pu repartir avec un « panier d'expériences riches ».

**Toutes les informations relatives au projet et à la conférence sont disponibles en cliquant sur le lien suivant:**

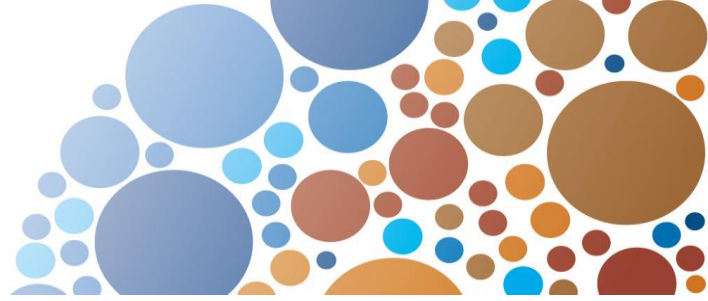
<http://www.landmark-project.eu/en/landmark-in-action/international-conference/>

*\*Fair Wear Foundation est une organisation indépendante, à but non lucratif qui travaille avec les entreprises et les usines à améliorer les conditions de travail des travailleurs du vêtement. 90 entreprises membres de la FWF représentent plus de 120 marques, et sont basés dans sept pays européens. FWF est active dans 15 pays de production en Asie, en Europe et en Afrique.*



# THE LANDMARK PROJECT

MOVING TOWARDS  
SOCIALLY RESPONSIBLE  
PROCUREMENT



## Partners



Die Senatorin für Finanzen



Freie  
Hansestadt  
Bremen



## Organisers



## Sponsors and Supporters



Bundesministerium  
für Umwelt, Naturschutz  
und Reaktorsicherheit



BMZ



Bundesministerium für  
wirtschaftliche Zusammenarbeit  
und Entwicklung

Co-funded by Engagement Global with  
funds from the BMZ



Disclaimer: This publication has been produced with the assistance of the European Union. The contents of this publication are the sole responsibility of The LANDMARK Project Consortium and can in no way be taken to reflect the views of the European Union.